

Innovatech pourrait cesser ses activités

L'ASBL carolo qui soutient l'innovation wallonne devra cesser ses activités à la fin de l'année si rien n'est décidé pour son financement. La Région promet des avancées rapides.

MAXIME SAMAIN

Dans les rangs du personnel d'Innovatech, c'est le choc. Les préavis ont été envoyés ce mardi pour signifier la fin des 14 contrats de travail au 31 décembre 2020. «Les administrateurs n'ont pas eu le choix», explique Laurent Letellier, directeur de l'ASBL Innovatech.

Un nom peu connu du grand public mais qui depuis son lancement en 2002 s'est fait une solide réputation en Wallonie.

Aide gratuite aux entreprises

Innovatech c'est une ASBL carolo qui accompagne gratuitement les petites et moyennes entreprises wallonnes dans leurs projets d'innovation. «Nous avons calculé que grâce à l'accompagnement que nous avons pu offrir aux TPE ou PME wallonnes, elles ont pu générer 67 millions d'euros supplémentaires», détaille Laurent Letellier.

Parmi les innovations wallonnes qui ont bénéficié du soutien des experts d'Innovatech, on citera l'aspirateur de ville Glutton, le béton lumineux ou encore l'isolant acoustique destinés aux futurs wagons de la SNCB.

L'avenir des activités de la structure carolo et de ses 14 employés est aujourd'hui mis en péril dans l'attente d'une décision concernant son financement.

Demande de rallonge

Le problème d'Innovatech, c'est qu'elle n'a pas son sort entre ses mains. Son budget est entièrement issu de l'Europe et plus précisément du Fonds social européen. Dans ce cas précis, les fonds sont distribués à 50% par le cabinet du ministre Willy Borsus, notamment en charge de l'économie et de l'innovation, et à 50% par le cabinet du ministre-président Di Rupo.

La période de financement de l'ASBL entamée en 2014 prend fin au 31 décembre 2020. Pour cette période, le montant des fonds alloués s'élève à 13,5 millions d'euros.

La prochaine période de financement n'étant pas encore actée, les négociations sont toujours en cours pour obtenir une rallonge pour une ou deux années de transition, avant de trouver une solution plus structurelle et un nouveau financement à long terme.

En charge du dossier, le cabinet d'Elio Di Rupo espère une évolution rapide et positive: «Le ministre-président Di Rupo regrette que ce genre de situation puisse impacter les travailleurs. Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'une décision soit prise le plus rapidement possible afin que ce type de structure puissent avoir plus de certitudes pour leur futur»,

commente-t-on du côté du cabinet socialiste.

Le Fonds social européen tarde à se décider

Située au cœur de l'aéropôle à Goselies, l'ASBL se retrouve dans une situation très précaire avec une réelle menace de devoir mettre fin à ses activités à la fin de l'année si la décision ne tombe pas rapidement. «Tous les signaux montrent qu'Innovatech a sa place dans le paysage entrepreneurial wallon. Les résultats sont là», selon Laurent Letellier. Mais ce n'est ni la pertinence, ni le bien fondé du projet de l'ASBL qui sont ici remis en cause, mais bien le cadre de financement de ce type de structure.

Le nœud du problème se situe au niveau européen, les discussions prennent plus de temps qu'à l'accoutumée avec l'agence du Fonds social européen, chargée de valider les projets qui seront financés. Une fois l'attribution des fonds actée, ils seront ensuite redistribués aux différents cabinets ministériels suivant leurs attributions respectives avant d'arriver enfin entre les mains des porteurs de projets.

«Les différents mouvements, réorganisations et changements au sein du gouvernement wallon n'ont peut-être pas aidé à faire avancer les choses plus rapidement», s'interroge le directeur de l'ASBL qui espère pouvoir continuer les projets en cours et rassurer ses employés.

«Nous allons tout mettre en œuvre pour qu'une décision soit prise le plus rapidement possible.»

LE CABINET D'ELIO DI RUPO

Les managers donnent un nouveau coup de pédale en faveur du Kivu

Quatre organisations d'aide au développement vont emmener 120 entrepreneurs pour un parcours de plus de 100 kilomètres en vélo sur les rives du Lac Kivu. Objectif: lever 500.000 euros.

LAURENT FABRI

C'était il y a près de trois ans déjà. A l'initiative de l'ASBL Comequi, plus de 80 hommes et femmes d'affaires partaient pour le Kivu dans le cadre d'un projet hors normes. Un parcours à réaliser à pied ou à vélo sur les rives du lac Kivu, dans l'est du Congo. Objectif de cette mobilisation: lever des fonds au profit des producteurs de café du Sud-Kivu. Chaque équipe de quatre coureurs au moins devait en effet s'acquitter d'un «droit d'inscription» de 10.000 euros minimum.

La première édition de ce "Bike for Comequi" fut un succès incontestable: près de 20 équipes pour parcourir une bonne centaine de kilomètres sur la rive congolaise du lac Kivu. Le résultat financier fut à la hauteur: 340.000 euros récoltés, nettement mieux que les 200.000 budgétés.

Fort de cette première expérience, Thierry Beauvois, le président de Comequi, remet le couvert, entouré d'autres organisations belges et congolaises ayant pour point commun l'aide au développement. Outre Comequi, les bénéficiaires de l'opération iront aussi à «En avant les enfants», ASBL belge de soutien aux enfants et aux femmes de Goma, à KKS, un fonds de garantie qui aide des start-up du Kivu à décrocher des financements de même qu'à Agri-Est, qui procède de la même manière pour les coopératives agricoles de l'est du Congo.

Équipes de six personnes

Comme en 2017, les participants découvriront le Sud Kivu à vélo ou

à pieds. Le parcours a été quelque peu modifié pour découvrir de nouveaux paysages de cette «petite Suisse du Congo». Une opération logistique opérée par Kivu Travel, d'autant plus importante que le nombre de participants a été revu à la hausse. Pour l'édition 2020 du Bike for Kivu, les organisateurs tablent sur 20 équipes de six personnes maximum (pour quatre seulement en 2017). Avec comme en 2017 un ticket d'entrée fixé à 2.500 euros par participant (ou 15.000 euros par équipes) et le soutien de sponsors principaux, l'opération doit permettre de réunir

500.000 euros

Bike for Kivu espère lever 500.000 euros au profit de quatre organisations d'aide au développement.

500.000 euros au profit des quatre organisations.

En 2017, les 340.000 euros récoltés avait permis de financer l'installation d'une deuxième station de lavage du café à Nobo dans le nord du lac Kivu pour 200.000 euros. Le solde avait permis de soutenir l'hôpital de Minova où Comequi a établi sa base congolaise de même que des écoles de la région.

Une réunion d'information se tiendra le 20 février dans les bureaux de Treetop asset management à Bruxelles. Huit équipes sont déjà sur les rangs dont deux «récidivistes».



En 2017, une vingtaine d'équipes de managers avait affronté les pistes du Kivu. © LAURENT FABRI

MEDIAS

28,6 millions

La plateforme de vidéo en streaming Disney+ a déjà séduit 28,6 millions d'abonnés payants depuis son lancement dans 5 pays le 12 novembre dernier. Elle sera commercialisée à partir du 24 mars en Europe de l'Ouest.

AUTOMOBILE

General Motors dans le rouge après une grève

General Motors a réalisé une perte nette de 194 millions de dollars au quatrième trimestre 2019, en raison d'une grève historique qui a paralysé ses usines américaines pendant 40 jours à l'automne. Ce mouvement social a coûté 3,6 milliards de dollars au constructeur automobile. Hors charges exceptionnelles, le résultat reste cependant bénéficiaire. GM a annoncé des milliards de dollars d'investissements pour le développement des voitures électriques, dont la construction d'une usine de batteries, en partenariat avec le sud-coréen LG, dans l'Etat de l'Ohio.

AVIS FINANCIERS

NOTIFICATION BY NETHYS SA REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST

Context

Nethys SA, a subsidiary of local government owned Enodia SCIRL, and whose registered office is located rue Louvrex 95 in Liège, Belgium is launching a process to sell its interests in the press.

Nethys SA has mandated Degroof Petercam Corporate Finance SA as financial adviser to assist in this process.

Scope of the transaction

The scope of the transaction will include the following activities which are operated by the following companies:

- Daily press:** Editions de l'Avenir SA, which publishes the newspapers *L'Avenir*, *Journal des Enfants* and special edition *Deuzio*, as well as related advertising activities;
- Magazines:** L'Avenir Hebdo SA, which publishes the magazines *Moustique* and *Télé Pocket*, as well as related advertising activities; and
- Free papers:** L'Avenir Advertising SA, which publishes the free paper *Proximag*, as well as related advertising activities.

Nethys envisages to keep the building located in Bouge, currently its corporate seat and owned by Editions de l'Avenir SA. Nethys shall consider entering into a lease agreement with the purchaser of this company.

Sale process

Nethys intends to sell all the shares it owns in the companies listed above to a single purchaser or to a consortium of purchasers. Proposals to purchase part but not all the activities will be considered if, on the basis of the various proposals submitted, (i) all of the activities are likely to be sold and (ii) those proposals are on aggregate more favorable than any proposal to purchase the entire scope by way of a single transaction.

Nethys will make available a process letter to the interested prospective purchasers who have executed a non-disclosure agreement. It anticipates the sale process to take the form of a phased auction process to be launched in March.

Financial and tax Vendor Due Diligence reports prepared by EY will be made available.

The process letter will contain the selection criteria which Nethys expects to include the following:

- Contractual and financial terms and conditions of the transaction;
- Strategic plan including the development of a digital product offer;
- Financial resources to undertake the transaction and to finance the strategic plan;
- Certainty of execution of the transaction and more specifically, the extent to which the completion of the final transaction is dependent on conditions precedent;
- Commitments to titles values and specificities (editorial line, local editorial teams, etc.) and the head office in Namur; and
- Proposed terms of partnership with the *société coopérative* "Notre Avenir" in the share capital of Editions de l'Avenir SA.

Expression of Interest

Nethys now invites interested parties to express their interest to participate in this sale process.

Interested prospective purchasers should declare their interest to participate in such sale process by submitting at least the following information:

- Signed cover letter expressing its interest;
- Detailed company identity and business description;
- Shareholder structure and, as the case may be, the group to which the company belongs and the companies over which it exercises control;
- Articles of association;
- Audited and, as the case may be, consolidated financial statements of the last 3 years or, if no such statements are available, a description of the financial resources of the prospective purchaser;
- Any document attesting the good standing of the prospective purchaser; and
- Name and contact details of the person to whom questions may be asked.

Interested prospective purchasers should send their declaration of interest by e-mail no later than 28 February 2020 at 16.00 (CET / UTC+1), to Degroof Petercam Corporate Finance at the following e-mail address: project.stampa@degroofpetercam.com

Nethys expressly reserves the right not to retain any party that has expressed an interest if it determines, in its sole discretion, that such party does not have the necessary qualifications to fulfil the selection criteria.

Communication to pre-selected candidates

Degroof Petercam Corporate Finance will inform pre-selected candidates and provide further details on the next steps of the selection process as soon as practicable.
